



Programme Alimentaire Mondial

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration
Rome, 8–10 février 2016**

Distribution: Générale

Date: 13 janvier 2016

Original: Anglais

Point 6 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2016/6/2

Programmes de pays

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Programme de pays Indonésie 200914 (2016–2020)

Marqueur de l'égalité hommes-femmes 2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

Résumé

La croissance économique des 10 dernières années en Indonésie a permis de diviser par deux la proportion de la population du pays souffrant de la faim et vivant dans l'extrême pauvreté. Il est désormais possible de parvenir à garantir à tous les Indonésiens la sécurité alimentaire ainsi qu'une meilleure nutrition, en particulier si la capacité du Gouvernement à lutter contre la malnutrition, à s'adapter au changement climatique et à se préparer aux catastrophes est renforcée.

La souveraineté alimentaire et la nutrition sont au cœur du Plan national de développement à moyen terme pour 2015-2019. Le Gouvernement sollicite le soutien du PAM pour deux de ses cinq priorités, à savoir: améliorer la nutrition et la qualité de l'alimentation et atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire.

Le plan stratégique du PAM pour l'Indonésie s'appuie sur un examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisé par un institut de recherche national, et intègre les observations en retour formulées par le Gouvernement, la société civile, le secteur privé et les partenaires du développement. Le Gouvernement, tout comme les conclusions issues de l'examen stratégique et de l'évaluation du portefeuille de pays (2009–2013) préconisaient que le PAM cesse les distributions directes de vivres, sauf en cas d'intervention d'urgence de niveau 3, et se concentre plutôt sur le conseil en matière de politiques, le développement des capacités et le partage des connaissances afin d'appuyer les investissements du Gouvernement dans la sécurité alimentaire, la nutrition et la préparation aux crises.

Dans le but de réduire de 11 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave, quatre activités seront menées au titre du programme de pays pour obtenir trois résultats stratégiques.

Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaastrud
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: david.kaastrud@wfp.org

Mme A. Webb
Directrice de pays
courriel: anthea.webb@wfp.org

Résultat stratégique 1: Une approche fondée sur des données factuelles servira à sélectionner en priorité les populations et les régions les plus vulnérables aux fins de réduire l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an.

- Activité 1: Aider le Gouvernement à recueillir et à analyser des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition afin d'optimiser les politiques et les programmes (Objectif stratégique 3/résultat stratégique 1).

Résultat stratégique 2: Des campagnes d'information sur la nutrition et des programmes de protection sociale ayant une dimension nutritionnelle seront menés pour encourager les consommateurs à adopter un régime alimentaire équilibré.

- Activité 2: Promouvoir l'adoption d'un régime alimentaire équilibré pour lutter contre la dénutrition et le surpoids.
- Activité 3: Améliorer l'efficacité et l'impact nutritionnel des programmes nationaux de protection sociale.

Résultat stratégique 3: Les moyens logistiques d'urgence de l'Indonésie seront renforcés pour lui permettre de faire face aux catastrophes en temps voulu et de manière coordonnée.

- Activité 4: Améliorer la préparation aux situations d'urgence et les interventions par la mise en place d'un réseau intégré de plateformes logistiques.

Le programme de pays est conforme aux Objectifs stratégiques 1, 3 et 4 du PAM et à l'objectif de développement durable 2. Il a été conçu en conformité avec le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le programme de pays Indonésie 200914 pour 2016–2020 (WFP/EB.1/2016/6/2), dont le coût total pour le PAM se chiffre à 14,8 millions de dollars.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Justification du programme

1. L'Indonésie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure comptant 250 millions d'habitants, qui se classait au 110^{ème} rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2015 et au 22^{ème} rang sur 76 pays d'après l'indice de la faim dans le monde de 2014. L'Indonésie a réussi en 2015 à atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement en divisant par deux la proportion de sa population vivant dans l'extrême pauvreté et souffrant de la faim. D'après les projections de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la prévalence de la sous-alimentation va diminuer pour passer à 7,6 pour cent en 2014-2016, contre 19,7 pour cent en 1990-1992. La plupart des indicateurs relatifs à la croissance économique, à l'espérance de vie et à l'éducation sont positifs, mais la malnutrition, et en particulier le retard de croissance, sont encore largement répandus.
2. Entre 2000 et 2014, l'Indonésie a vu son économie croître de 5,5 pour cent en moyenne par an, ce qui l'a placée en tête des pays d'Asie du Sud-Est; le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités, est passé de 0,31 en 2003 à 0,41 en 2013. En 2014, 28 millions de personnes vivaient dans la pauvreté. Leur proportion a diminué, reculant de 18,2 pour cent en 2002 à 10,9 pour cent en 2014, mais le taux de réduction s'est ralenti, passant de 7 pour cent en 2007 à 5 pour cent en 2013¹. La baisse des taux de pauvreté des ménages dirigés par un homme a été plus rapide et plus marquée que dans le cas des ménages dirigés par une femme.
3. Le développement humain a progressé plus lentement que le développement économique: en 2014, seulement 1,1 pour cent du produit intérieur brut a été consacré à la santé et 1,2 pour cent à la protection sociale, ce qui représente des proportions plus faibles que dans les autres pays de la région. Un tiers de la population n'avait accès ni à l'eau de boisson salubre ni à l'assainissement².
4. L'Indonésie a presque atteint son objectif de scolarisation de 100 pour cent des enfants dans l'enseignement primaire: 92 pour cent des garçons et 93 pour cent des filles étaient scolarisés en 2012, mais le taux d'abandon des filles est sensiblement plus élevé que celui des garçons, surtout dans le cycle secondaire, en raison notamment de mariages précoces et de contraintes financières et culturelles. Dans les régions rurales reculées, 6,8 millions d'enfants, pour la plupart en âge d'être scolarisés dans le cycle secondaire, ne vont pas à l'école.
5. L'Indonésie se classe au 110^{ème} rang sur 155 pays selon l'indice d'inégalité entre les sexes³. La mortalité maternelle, les mariages d'enfants et les inégalités d'accès aux actifs productifs influent sur la nutrition et la sécurité alimentaire des femmes, des hommes, des garçons et des filles les plus vulnérables. L'égalité des sexes est encouragée, et parmi les mesures visant à autonomiser les femmes figurent celles inscrites dans les nouveaux engagements pris en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD).
6. L'aide publique nette au développement (APD) a diminué, chutant de 1,0 milliard de dollars É.-U. en 2009 à 53,3 millions de dollars en 2013; les dons au titre de l'APD sont restés stables à 1,4 milliard de dollars sur la même période. Le Gouvernement s'oriente vers des partenariats plus équilibrés avec les acteurs du développement. Il a indiqué qu'il participera aux activités portant sur ses priorités de développement et s'emploie à mettre en place un mécanisme juridique lui permettant de faire des contributions directes aux programmes des Nations Unies dans le pays. S'il n'y parvient pas d'ici à la fin de 2017, le PAM devra réévaluer la faisabilité du maintien de sa présence en Indonésie.

¹ Bureau central de la statistique.

² Ministère de la santé. 2014. Enquête de base sur la santé, 2013. (*RisetKesehatanDasar [Risksedas]* en bahasa indonésien); disponible à l'adresse: <http://terbitan.litbang.depkes.go.id/penerbitan/index.php/blp/catalog/book/64>.

³ Programme des Nations Unies pour le développement. Work for human development. Briefing notes for countries on the 2015 Human Development Report. Indonésie. http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/IDN.pdf

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

7. Le score de l'Indonésie selon l'indice de la faim dans le monde établi par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires a reculé, passant de 16,1 en 2000 à 10,3 en 2014; la Malaisie, la Thaïlande et le Viet Nam ont réduit plus rapidement et plus fortement les niveaux d'insécurité alimentaire de leurs pays.
8. En 2015, il a été constaté que 58 des 398 districts ruraux étaient gravement exposés à l'insécurité alimentaire, mais que la sécurité alimentaire s'était globalement améliorée entre 2009 et 2015. Ces progrès risquent de stagner si l'on ne s'attaque pas aux problèmes que posent l'accès à la nourriture, la malnutrition et la vulnérabilité aux aléas climatiques.

Accès à la nourriture

9. L'Indonésie aspire à devenir autosuffisante en riz, maïs, soja, viande de bœuf et sucre. Des efforts sont en cours pour accroître la production, mais l'épisode actuel d'El Niño montre que l'agriculture et les moyens d'existence demeurent fragiles face aux phénomènes météorologiques extrêmes.
10. La pauvreté et l'instabilité des prix des produits alimentaires entravent l'accès à la nourriture, surtout dans les zones reculées. La plupart des Indonésiens, y compris 60 pour cent des agriculteurs de subsistance, achètent leur nourriture sur les marchés. Une étude comparative menée en 2013 par le PAM et le Ministère de la santé sur le coût d'un régime alimentaire nutritif a révélé que seulement 25 pour cent des ménages du district de Timor Tengah Selatan avaient les moyens de couvrir leurs besoins nutritionnels, contre 80 pour cent de ceux de Surabaya à Java-Est.
11. Au cours des 10 dernières années, la proportion du revenu consacrée à l'alimentation a diminué, mais les dépenses liées aux aliments transformés ont augmenté, signe de l'importance accrue du secteur privé dans la sécurité alimentaire et la nutrition, qu'il s'agisse de producteurs locaux d'aliments ou d'entreprises nationales et multinationales. La progression de la consommation d'aliments transformés, due en partie à l'urbanisation et à la participation croissante des femmes dans la force de travail, contribue à l'augmentation rapide de la proportion des personnes en surpoids ou obèses. La consommation alimentaire se diversifie lentement: le score national de diversité du régime alimentaire est passé de 75,7 en 2009 à 81,4 en 2013.
12. L'enquête de base sur la santé de 2013 a révélé une crise nutritionnelle: chez les enfants de moins de 5 ans, la prévalence de l'insuffisance pondérale a augmenté, se chiffrant à 18,4 pour cent en 2007 pour atteindre 19,6 pour cent en 2013, tandis que la prévalence du retard de croissance passait de 36,8 pour cent à 37,2 pour cent sur la même période (36,2 pour cent chez les filles et 38,1 pour cent chez les garçons). L'émaciation a reculé, passant de 13,6 pour cent en 2007 à 12,1 pour cent en 2013 (13,3 pour cent chez les garçons et 11,5 pour cent chez les filles), mais elle reste à un niveau alarmant selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Dans le même temps, 12 pour cent des enfants de moins de 5 ans étaient en surpoids, et la proportion de personnes âgées de plus de 15 ans en surpoids ou obèses a fortement augmenté, passant de 18,8 pour cent à 26,6 pour cent. Près d'un quart des femmes en âge de procréer souffraient d'anémie.
13. La malnutrition est omniprésente, mais sa prévalence est plus forte dans les zones où les infrastructures sont peu développées et où l'accès aux écoles, aux marchés et aux hôpitaux est limité. Ce sont les ménages dépendant de l'agriculture de subsistance ou vivant dans des bidonvilles où l'assainissement est insuffisant qui accusent les taux de malnutrition les plus élevés.
14. L'enquête de base sur la santé de 2013 faisait état de taux de retard de croissance atteignant 29 pour cent, même dans les quintiles les plus aisés. L'insuffisance pondérale touche les enfants de moins de 5 ans dans toutes les catégories de revenus; la prévalence du surpoids et de l'obésité chez les adultes a aussi augmenté quel que soit le niveau de revenu.

Productivité et revenu des petits agriculteurs, et systèmes alimentaires durables

15. L'agriculture est l'activité principale de 39 pour cent de la population active, mais sa part dans le produit intérieur brut a reculé, passant de 24 pour cent en 1980 à 14,4 pour cent en 2012.

16. La pauvreté est concentrée dans les zones rurales: 14,3 pour cent de la population y vit sous le seuil de pauvreté, contre 8,3 pour cent de la population urbaine. Des millions de petits agriculteurs, de travailleurs agricoles et de pêcheurs restent à l'écart des services de vulgarisation agricoles, des marchés et des services financiers. Les femmes sont plus exposées à la pauvreté du fait des iniquités dont elles sont victimes en matière de répartition des revenus, d'accès au crédit, de maîtrise de la propriété et des ressources naturelles, et d'accès aux moyens d'existence.
17. Les systèmes alimentaires de l'Indonésie sont souvent perturbés par des catastrophes naturelles. Depuis le tsunami de 2004, le pays a connu en moyenne une catastrophe majeure par mois, qu'il s'agisse de séismes, d'éruptions volcaniques ou de raz-de-marée; le changement climatique a accentué le risque d'inondation, de glissement de terrain, de sécheresse et d'élévation du niveau de la mer. D'après la feuille de route sectorielle de 2009 relative au changement climatique en Indonésie, ce phénomène pourrait réduire le rendement du riz de 20 pour cent, du maïs de 13,6 pour cent, du soja de 12,4 pour cent et de la canne à sucre de 7,6 pour cent. Le Gouvernement a réagi à ces défis avec efficacité, mais il vise à renforcer encore sa préparation et sa réponse aux catastrophes afin de minimiser leur impact sur la sécurité alimentaire et le développement⁴.
18. La superficie agricole a diminué de 1 pour cent entre 2008 et 2012, surtout sous l'effet de la conversion de terres vouées aux cultures vivrières en terres destinées à d'autres types de culture ou à des usages non agricoles. L'eau est disponible en abondance, mais de nombreuses zones sont sujettes à la sécheresse et manquent d'accès à l'eau potable.

Cadres d'action du Gouvernement

19. Le Plan national de développement à long terme pour 2005–2025 porte principalement sur le développement, l'autosuffisance, la justice, la démocratie, la paix et l'unité. Il est mis en œuvre à travers plusieurs plans nationaux de développement à moyen terme qui coordonnent les activités entre les parties prenantes et les structures gouvernementales. Celui relatif à la période 2015–2019 est axé sur les priorités suivantes: i) développement humain, englobant la nutrition; ii) développement du secteur primaire, englobant la souveraineté alimentaire; et iii) atténuation de la pauvreté et développement dans les régions reculées. Pour parvenir à la souveraineté alimentaire, le Gouvernement vise à: i) renforcer la sécurité alimentaire par l'augmentation de la production; ii) stabiliser les prix; iii) améliorer la qualité de la consommation alimentaire et de la nutrition en encourageant l'adoption d'un régime alimentaire équilibré; iv) atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire; et v) améliorer le sort des agriculteurs.
20. La législation alimentaire institutionnalise le droit à l'alimentation et l'obligation faite à l'État de fournir à tout moment une nourriture suffisante, saine et équilibrée sur le plan nutritionnel à l'ensemble de la population. La loi de 2007 sur la gestion des catastrophes instaure le droit de la population à une assistance en matière de vivres, de santé, d'eau et d'assainissement en cas de catastrophe. Un décret présidentiel de 2013 a orchestré le lancement du mouvement Renforcer la nutrition (SUN) et la mise sur pied d'une équipe spéciale multipartite associant 13 ministères. Le PAM, aux côtés de la FAO, du Fonds international de développement agricole (FIDA), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'OMS, soutient activement cette initiative.
21. Les politiques de sécurité alimentaire portent essentiellement sur la production vivrière afin de permettre au pays de parvenir à l'autosuffisance. L'agence nationale chargée de la logistique aide à stabiliser le prix du riz, qui est d'environ 80 pour cent plus élevé que les cours internationaux, et à distribuer le riz subventionné aux populations pauvres. Des restrictions aux importations permettent aussi de réguler l'offre. La diversité du régime alimentaire est de plus en plus reconnue comme jouant un rôle important dans la santé et la nutrition, mais les politiques demeurent principalement centrées sur la production d'aliments de base.

⁴ Un projet d'une durée de quatre ans a été approuvé par le Fonds d'adaptation pour lutter contre le changement climatique dans la province de Nusa Tenggara Barat. Il sera géré dans le cadre d'un fonds d'affectation spéciale distinct.

Initiatives des Nations Unies et d'autres partenaires

22. Le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement pour la période 2016 à 2020 porte principalement sur: i) la réduction de la pauvreté, le développement durable équitable, les moyens d'existence et le travail décent; ii) l'accès équitable aux services sociaux et à la protection sociale; iii) la viabilité environnementale et le renforcement de la résilience aux crises; et iv) l'amélioration de la gouvernance et l'accès équitable à la justice.
23. Le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement, qui est en phase avec le Plan national de développement à moyen terme en cours, comprendra, à la demande du Gouvernement, des activités de conseil en matière de politiques, le développement des capacités et le partage des connaissances. Il sera mis fin à la fourniture directe d'assistance alimentaire, sauf en cas de besoin lors d'une situation d'urgence humanitaire de grande ampleur.
24. Parmi les autres organismes des Nations Unies intervenant dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition figurent la FAO, le FIDA, l'OMS et l'UNICEF; leur action s'inscrit dans la droite ligne du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement. Les portefeuilles d'activités de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement concernent l'agriculture, le développement rural et la nutrition.
25. Le bureau de pays travaille en collaboration et en coordination avec l'UNICEF, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la FAO et l'OMS, et il a examiné en détail avec ces institutions les activités prévues dans le nouveau programme de pays pour assurer la complémentarité.

Contribution du PAM aux initiatives nationales et enseignements tirés de l'expérience

26. Le PAM opère en Indonésie depuis 1964. Son programme de pays 200245 pour 2012-2015 portait principalement sur le développement des capacités nationales dans les domaines suivants: i) cartographie, suivi et analyse de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité; ii) réduction des risques de catastrophe et adaptation au changement climatique; et iii) réduction de la dénutrition. Le PAM a mis au point des prototypes pour les repas scolaires et les produits destinés à la nutrition maternelle et infantile; il a apporté une assistance technique, transféré des connaissances et développé les capacités aux fins d'interventions destinées aux régions en proie à l'insécurité alimentaire.
27. Les enseignements tirés du programme de pays 200245 comprenaient notamment la nécessité:
 - de mener des consultations, de travailler en partenariat et d'assurer la concordance avec les politiques et programmes publics;
 - d'allouer de modestes ressources à des activités susceptibles de renforcer les capacités institutionnelles;
 - de s'adapter à l'évolution des besoins du Gouvernement et des partenaires;
 - de rechercher des partenariats avec les pouvoirs publics et le secteur privé pour réaliser des objectifs communs et améliorer l'efficacité et l'efficience des interventions.
28. Le programme de pays a été freiné par des déficits de financement: seulement 40 pour cent du budget prévu a été reçu, ce qui a eu des répercussions négatives sur le nombre de bénéficiaires, l'exécution du programme et la réputation du PAM.
29. L'évaluation du portefeuille du PAM en Indonésie portant sur les opérations de la période 2009-2013, ainsi que la stratégie de pays pour 2012-2015, préconisaient que le bureau de pays s'attache à élaborer des stratégies fondées sur des données factuelles et susceptibles d'être transposées à plus grande échelle par des entités nationales publiques et privées. Les évaluateurs ont également recommandé d'interrompre les distributions directes de vivres sauf en cas de situation d'urgence de niveau 3.

Priorités du programme et partenariats

30. Le PAM aidera le Gouvernement à réaliser ses objectifs relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition énoncés dans le Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019, et à atteindre les objectifs de développement durable, en particulier le deuxième. Quatre activités contribueront à la réalisation de trois résultats stratégiques.

Résultat stratégique 1: Une approche fondée sur des données factuelles servira à sélectionner en priorité les populations et les régions les plus vulnérables aux fins de réduire l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an (Objectif stratégique 1)

Activité 1: Aider le Gouvernement à recueillir et à analyser des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition afin d'optimiser les politiques et les programmes

31. La réalisation des objectifs définis dans le Plan national de développement à moyen terme en matière de sécurité alimentaire et de nutrition exige des capacités d'analyse et des processus supplémentaires pour suivre les progrès. L'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du bureau de pays et l'Agence chargée de la sécurité alimentaire collaborent depuis 2000 à l'amélioration de l'analyse de données au niveau national et provincial.
32. Le PAM aidera l'Agence chargée de la sécurité alimentaire à améliorer son suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire et des prix des denrées et à perfectionner les systèmes d'alerte rapide. Il fournira aux responsables des politiques des données factuelles actualisées sur lesquelles ils pourront fonder leurs décisions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
33. Cette activité permettra au Gouvernement d'améliorer ses rapports sur les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et fournira des éléments d'information utiles pour le ciblage et le suivi des interventions du PAM.

Résultat stratégique 2: Des campagnes d'information sur la nutrition et des programmes de protection sociale ayant une dimension nutritionnelle seront menés pour encourager les consommateurs à adopter un régime alimentaire équilibré (Objectif stratégique 4)

34. Le Plan national de développement à moyen terme vise à abaisser la proportion d'enfants de moins de 2 ans souffrant de retard de croissance, actuellement de 32,9 pour cent, à 28 pour cent d'ici à 2019.
35. Le Ministère de la planification du développement national a demandé au PAM et à l'UNICEF d'aider le secrétariat du mouvement SUN à établir ses rapports annuels compilant les mesures prises dans chaque province à l'appui des 1 000 premiers jours de la vie allant de la conception à l'âge de 2 ans.
36. Le résultat stratégique 2 contribue à la réalisation de la cible 2.2 de l'objectif de développement durable 2 – D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition. Les activités envisagées sont les suivantes.

Activité 2: Promouvoir l'adoption d'un régime alimentaire équilibré pour lutter contre la dénutrition et le surpoids

37. Les taux élevés d'émaciation (12 pour cent) et de retard de croissance (37 pour cent) chez les enfants de moins de 5 ans⁵ vont de pair avec une augmentation du surpoids et de l'obésité, en particulier chez les femmes. Ce double fardeau de la malnutrition se retrouve aussi bien dans les quintiles les plus défavorisés que dans les quintiles les plus aisés, ce qui semble indiquer que le comportement joue un rôle non négligeable dans l'état nutritionnel, en plus du revenu, de l'accès à la nourriture, de la santé et de l'assainissement. Selon une évaluation rapide de la problématique hommes-femmes menée par le PAM en 2012 dans la province de Nusa Tenggara Timur, les inégalités entre les sexes sont ancrées dans les valeurs sociales et le quotidien. Les femmes n'exercent guère d'influence sur les actifs et la prise de décisions au sein des ménages, y compris en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

⁵ Chiffres de 2013.

38. Le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition privilégie l'évolution des comportements en matière de consommation alimentaire, en s'attachant tout particulièrement à la diversification des aliments locaux.
39. La Deuxième Conférence internationale sur la nutrition réaffirmait qu'"il est nécessaire de renforcer les moyens d'action des consommateurs grâce à des informations et à une éducation améliorées reposant sur des bases scientifiques dans les domaines de la santé et de la nutrition afin qu'ils puissent opérer en connaissance de cause leurs choix de consommation des produits alimentaires pour se nourrir sainement"⁶. L'une de ses trois recommandations en matière d'éducation et d'information dans le domaine de la nutrition était formulée ainsi: "Mener des campagnes de "marketing social" adéquates et mettre en œuvre des programmes de communication autour des changements de style de vie de manière à promouvoir l'activité physique, la diversification des régimes alimentaires, la consommation d'aliments riches en micronutriments comme les fruits et légumes, y compris les aliments traditionnels locaux – en tenant compte des aspects culturels –, une meilleure nutrition des enfants et des mères, des pratiques de soins adaptées et enfin des méthodes d'allaitement et une alimentation d'appoint appropriées, ciblées et adaptées aux différents publics et aux différentes parties prenantes au système alimentaire"⁷.
40. L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Indonésie a souligné la nécessité de changer les attitudes à l'égard de la nutrition équilibrée, et noté que le PAM disposait d'un avantage comparatif en termes de collaboration avec le Gouvernement, le secteur privé et les communautés. Le PAM œuvrera aux côtés du Ministère de la santé, des partenaires des Nations Unies et du secteur privé dans le cadre d'une campagne visant à encourager la consommation de régimes nutritifs équilibrés, notamment auprès de différents groupes, comme les adolescentes, les femmes et les hommes qui jouent un rôle majeur dans la nutrition des ménages.
41. La campagne s'appuiera sur les directives révisées en matière de régimes alimentaires publiées par le Ministère de la santé et l'OMS, et sera dirigée par un comité composé de représentants du Gouvernement, des Nations Unies, du réseau d'entreprises SUN et des médias. Les éventuels conflits d'intérêts seront gérés dans le cadre de mécanismes mis en place par le Gouvernement et SUN.
42. Une société d'études de marché optimisera les messages et la sélection des médias afin de cibler des groupes de population précis. Ce savoir-faire professionnel en matière de marketing permettra de mettre au point des méthodes fondées sur des données factuelles pour faire évoluer les habitudes de consommation. Une approche tenant compte de la problématique hommes-femmes sera préconisée et adoptée. Pour rendre attrayante l'adoption d'un régime alimentaire équilibré, la campagne exploitera plusieurs canaux de communication tels que les médias sociaux, l'industrie du spectacle, les groupements de femmes et les organisations religieuses.

Activité 3: Améliorer l'efficience et l'impact nutritionnel des programmes nationaux de protection sociale

43. Compte tenu de la nécessité, soulignée dans l'examen stratégique, pour les programmes de protection sociale d'améliorer l'état nutritionnel de leurs bénéficiaires, le PAM aidera à accroître les bienfaits nutritionnels du programme national de repas destinés aux enfants scolarisés et d'autres programmes, comme en décidera le Gouvernement. En 2015, les Ministères de l'éducation et de la santé ont souhaité relancer les activités d'alimentation scolaire et ont invité le PAM à conseiller le Gouvernement sur la mise en place du programme.

⁶ Deuxième Conférence internationale sur la nutrition. 2014. *Document final de la Conférence – Déclaration de Rome sur la nutrition*. Rome; FAO et OMS. ICN2 2014/2.

⁷ Deuxième Conférence internationale sur la nutrition. 2014. *Document final de la Conférence – Cadre d'action*, Recommandation 21. Rome; FAO et OMS. ICN2 2014/3 Corr.1.

44. Dans le cadre du programme de pays pour 2012-2015, un prototype innovant appelé "Repas scolaires préparés avec des produits locaux" a été expérimenté. Les recettes étaient conçues de manière à satisfaire les préférences locales, et comprenaient l'ajout de micronutriments en poudre pour remédier aux carences en fer et en vitamines. Les vivres étaient achetés à des agriculteurs locaux, ce qui leur garantissait une demande régulière et leur offrait la possibilité d'accroître leur productivité. Les écoles ont été encouragées à créer des jardins pour y cultiver des fruits et des légumes riches en nutriments, et une initiation à l'hygiène et à la nutrition a été intégrée aux programmes d'enseignement.
45. Le PAM prônera l'adoption d'une stratégie permettant aux districts touchés par l'insécurité alimentaire d'appliquer l'approche des Repas scolaires préparés avec des produits locaux, appuyée par des systèmes de suivi et d'établissement de rapports. Sur la base du modèle élaboré dans les provinces de Nusa Tenggara Timur et de Papua, le PAM aidera le Gouvernement à mettre en place des programmes de repas scolaires et à en suivre les effets sur le bien-être et les résultats scolaires des élèves ainsi que sur l'économie locale.
46. S'inspirant d'un projet pilote de l'UNICEF, le Ministère des affaires sociales a exprimé son souhait de mettre à profit des dispositifs de protection sociale tels que le programme Family Hope (Espoir pour les familles) pour en améliorer les effets sur le plan nutritionnel pour les 3,5 millions de ménages bénéficiaires.
47. Le programme Raskin, qui est l'unique filet de sécurité sociale fondé sur l'alimentation, fournit à 15 millions de personnes vulnérables 15 kilogrammes de riz subventionné par mois à titre de soutien au revenu des ménages et aux fins d'améliorer leur accès à des aliments nutritifs. Suite à l'ordonnance présidentielle de juin 2015 demandant la réévaluation du programme, le Gouvernement souhaitera peut-être tirer parti de l'expérience du PAM en matière de protection sociale fondée sur l'alimentation pour optimiser le ciblage en faisant appel à la cartographie de la sécurité alimentaire et pour pourvoir aux besoins nutritionnels spéciaux des bénéficiaires vulnérables, par exemple au moyen de l'enrichissement du riz et d'autres mesures propres à renforcer la sensibilisation à la diversité du régime alimentaire et aux bonnes pratiques d'alimentation, de soins et d'hygiène.

Résultat stratégique 3: Les moyens logistiques d'urgence de l'Indonésie seront renforcés pour lui permettre de faire face aux catastrophes en temps voulu et de manière coordonnée (Objectif stratégique 1)

48. Compte tenu du risque élevé de catastrophe naturelle, la réduction des risques de catastrophe a été intégrée au Plan national de développement à moyen terme et la nécessité de l'adaptation au changement climatique a été reconnue.
49. Le résultat stratégique 3 contribuera à la réalisation de la cible 2.1 de l'objectif de développement durable 2 – D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.

Activité 4: Améliorer la préparation aux situations d'urgence et les interventions par la mise en place d'un réseau intégré de plateformes logistiques

50. À la demande de l'Agence nationale de gestion des catastrophes, le PAM donnera des conseils sur la conception et le choix de l'emplacement de six plateformes logistiques dans le cadre du Plan national de développement à moyen terme, et il assurera des cours de formation et un appui technique à l'intention des équipes de gestion et des équipes techniques. Il aidera le Gouvernement à élaborer des réseaux d'approvisionnement humanitaire s'appuyant sur ces plateformes, en donnant des conseils sur la gestion des entrepôts, le stockage mobile, les capacités opérationnelles et le transport. Il aidera également l'Agence nationale de gestion des catastrophes et les organismes correspondants à l'échelle des provinces et des districts à évaluer les capacités logistiques et à mettre en place un système d'inventaire du matériel d'urgence et des articles de secours.

51. Compte tenu du mauvais état nutritionnel d'un grand nombre de personnes, les interventions à la suite de catastrophes doivent tenir compte des besoins nutritionnels pour pérenniser les résultats. Le soutien apporté par le PAM au Gouvernement pourrait comprendre des conseils sur les moyens d'assurer l'accès à des aliments nutritifs pendant les situations d'urgence, en examinant les diverses options de transferts, à savoir sous forme d'espèces, de bons électroniques ou de vivres. Le choix de la modalité dépendra de la viabilité des marchés et des préférences des bénéficiaires, ainsi que de considérations liées à la problématique hommes-femmes.
52. Conformément à son rôle de chef de file des modules mondiaux de la logistique et des télécommunications d'urgence, le PAM planifiera des activités de préparation et d'intervention pour s'assurer qu'il est en mesure d'appuyer les opérations de secours du Gouvernement en cas d'urgence de niveau 3. Il continuera d'œuvrer avec des organisations non gouvernementales et des organisations religieuses au renforcement des capacités et de la préparation.

Partenariats

53. Conformément à la stratégie du PAM en matière de partenariat, un large éventail d'acteurs collaboreront à la réalisation de ces résultats stratégiques. Le principal partenaire du PAM est le Gouvernement, et le plan d'action du programme de pays sera signé par le Ministère de la planification du développement national. Chaque activité sera accompagnée d'un accord de projet passé avec le ou les ministères concernés – Ministère coordonnateur du développement humain et de la culture, Ministère de l'agriculture, Ministère de la santé, Ministère de l'éducation et Agence nationale de gestion des catastrophes. Ces organismes ont travaillé ensemble sur l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Indonésie, dont les résultats ont inspiré le présent programme de pays, et se sont penchés à l'occasion de consultations ultérieures sur le portefeuille de coopération que le PAM se propose de mettre en œuvre.
54. Au titre du résultat stratégique 1, le PAM coopérera avec l'Agence chargée de la sécurité alimentaire et cherchera à instaurer une coopération technique avec la FAO, le FIDA et l'initiative de traitement des données Global Pulse lancée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
55. Au titre du résultat stratégique 2, le PAM coopérera avec: i) les Ministères de la santé, de l'éducation et de la planification du développement; ii) le secrétariat du mouvement SUN, le Réseau d'entreprises SUN, le Réseau des donateurs et le Réseau des Nations Unies du mouvement SUN; et iii) des organisations locales, nationales et internationales de la société civile et des médias. Le Ministère des affaires sociales pourrait solliciter l'assistance du PAM pour améliorer les effets directs du programme de protection sociale sur le plan nutritionnel.
56. Au titre du résultat stratégique 3, le PAM poursuivra sa collaboration avec l'Agence nationale de gestion des catastrophes au niveau national et provincial. La coordination avec l'équipe de pays pour l'action humanitaire, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'Agence humanitaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Office of United States Foreign Disaster Assistance permettra de réduire au minimum les doublons. Le PAM continuera d'appuyer les modules nationaux de la logistique et des télécommunications d'urgence.

Gestion des programmes et des risques

57. Le présent programme de pays s'inspire des programmes précédents du PAM tout en renforçant la participation au développement des capacités à l'échelle du pays, des provinces et des districts.
58. Le PAM devra faire preuve de souplesse pour répondre aux besoins du Gouvernement à mesure qu'ils apparaissent dans un contexte de développement rapide. Il s'appuiera sur le savoir-faire du Siège et du bureau régional s'il y a lieu.
59. Le bureau de pays a été restructuré au dernier trimestre de 2015 afin de le doter des capacités techniques nécessaires pour collaborer avec les partenaires gouvernementaux et le secteur privé. Il cherchera à tisser des liens avec la diaspora indonésienne, en particulier avec les Indonésiens de l'étranger travaillant dans le milieu universitaire, dans des sociétés de conseil et dans le secteur agroalimentaire, pour bénéficier de conseils actualisés et de pratiques optimales.

60. Le présent programme de pays repose sur un budget minimum de 15 millions de dollars sur cinq ans. Fin 2017, un examen à mi-parcours déterminera si le programme peut se poursuivre. La stratégie de mobilisation des ressources tient compte des problèmes de financement des pays à revenu intermédiaire, et de l'Indonésie en particulier; des ressources seront sollicitées auprès du Gouvernement, des partenaires du développement et du secteur privé. Le programme de pays du PAM 200245 pour 2012–2015 n'a reçu que 40 pour cent de son budget de 42 millions de dollars, et ce sont les donateurs du secteur privé qui en ont fourni la plus grosse tranche (soit 5 millions de dollars sur les 16 millions de dollars). Les contributions étaient principalement destinées aux programmes d'alimentation scolaire et de nutrition maternelle et infantile.
61. Le Gouvernement a versé une contribution financière au plan d'action du précédent programme de pays pour 2012–2015. Il a confirmé qu'il était disposé à financer les activités hautement prioritaires d'aide au développement; le PAM mettra en œuvre uniquement les activités que le Gouvernement appuiera financièrement. Un mécanisme juridique est à l'étude pour permettre ce financement, mais dans l'intervalle le Gouvernement devra: i) fournir un financement de contrepartie substantiel tout en s'engageant à couvrir les dépenses publiques relatives aux projets bénéficiant de ressources du PAM; et ii) rechercher des fonds auprès des partenaires du développement traditionnels pour couvrir la part du PAM dans les activités conjointes. Les activités seront classées par ordre de priorité et mises en œuvre en fonction de la disponibilité de fonds provenant du Gouvernement et de financements externes complémentaires.

Risques

Risques programmatiques

62. L'expérience acquise dans le cadre du programme de pays 200245 pour 2012–2015 a montré que les études statistiques, en particulier celles sur la nutrition, doivent être étroitement supervisées pour permettre au PAM et au Gouvernement de tirer des conclusions de la mise en œuvre des projets. Pour atténuer ce risque, on cherchera à établir des partenariats avec des institutions internationales, et le personnel technique du PAM sera associé à toutes les étapes de la conception, de la collecte des données, de l'analyse et de l'établissement des rapports.

Risques institutionnels

63. Il existe un risque que le programme de pays ne dispose pas de ressources suffisantes pour être viable. Les changements de gouvernement ou la rotation fréquente du personnel gouvernemental, en particulier au niveau infranational, pourrait nuire à l'efficacité du développement des capacités.
64. Deux mesures d'atténuation sont proposées: i) une base juridique concernant la contribution du Gouvernement aux activités du PAM sera établie au cours des deux premières années; et ii) le PAM ne mettra en œuvre que les activités qui reçoivent un financement.

Contexte

65. La collaboration du PAM avec le Gouvernement destinée à améliorer la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise atténue les risques associés aux catastrophes naturelles. Le PAM suit également son degré de préparation aux interventions d'urgence de niveau 3. Étant donné que le phénomène El Niño et d'autres facteurs peuvent provoquer des fluctuations des prix des denrées alimentaires pendant la mise en œuvre du programme de pays, le PAM s'emploie à préparer avec l'Agence chargée de la sécurité alimentaire une réponse rapide pour contrer les effets potentiels sur la sécurité alimentaire. Comme aucune distribution directe de vivres n'est prévue, les effets sur les opérations du PAM seront limités.

Sécurité

66. Il n'y a pas eu de changement significatif de l'environnement sécuritaire, qui est resté calme.

Suivi et évaluation

67. Une étude de référence sera réalisée et des mécanismes de suivi et d'évaluation seront mis en place afin de mesurer les effets du programme de pays. Celui-ci sera ajusté selon que de besoin sur la base des données factuelles recueillies au cours de la mise en œuvre.
68. Le programme de pays sera mis en œuvre pendant la période allant de 2016 à 2020 en cohérence avec le Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019 et du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement pour 2016–2020. Un examen à mi-parcours fin 2017 précisera les ajustements nécessaires et indiquera si les fonds disponibles sont suffisants.
69. L'évaluation du programme de pays pour 2009–2013 a fait apparaître que les mécanismes d'établissement de rapports du PAM ne rendaient pas pleinement compte des progrès accomplis et des résultats obtenus en matière de développement des capacités. Avec le concours du bureau régional et du Siège, le bureau de pays établira un plan de suivi et d'évaluation s'inspirant du Cadre de résultats stratégiques. Le PAM et le Gouvernement évalueront s'il est nécessaire de mener des activités de développement des capacités institutionnelles et mesureront les effets à long terme sur les capacités nationales et les moyens d'intervention.
70. Des ressources seront prévues dans le budget du programme de pays pour la gestion de la performance, le suivi et l'évaluation. Chaque fois que cela sera possible, les indicateurs de produit seront ventilés par sexe et intégrés aux analyses.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET	
Développement et augmentation des capacités	10 436 226
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ¹	3 372 500
Total des coûts directs du projet	13 808 726
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ²	966 611
COÛT TOTAL POUR LE PAM	14 775 336

¹ Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

² Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

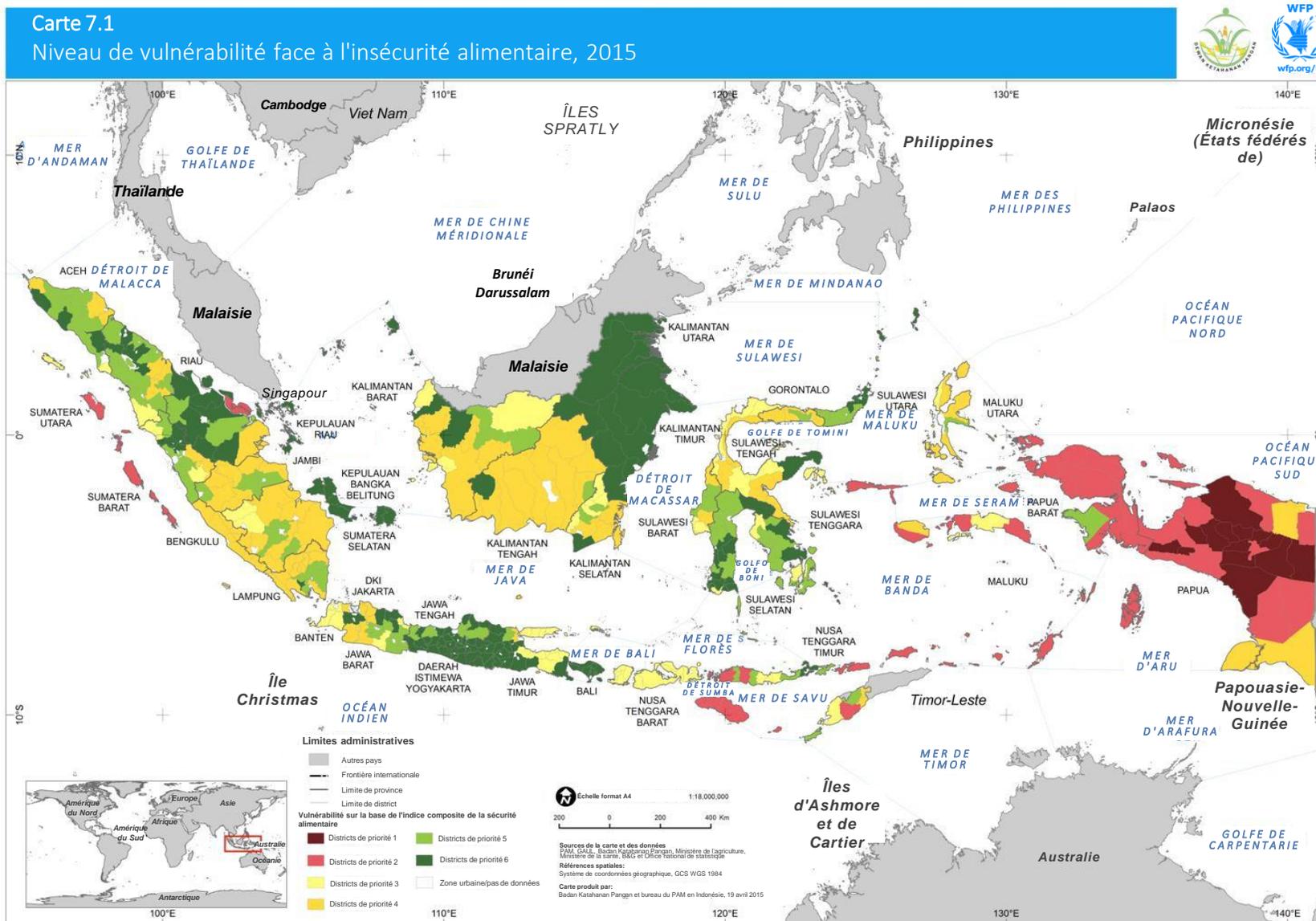
COÛTS D'APPUI DIRECTS (<i>en dollars</i>)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	1 160 000
Agents des services généraux	507 500
Total partiel	1 667 500
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	50 000
Sécurité	220 000
Voyages et transport	275 000
Études préalables, évaluations et suivi¹	100 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	3 372 500

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Résultats transversaux		
Partenariats Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats	Montant des fonds complémentaires alloués au projet par des partenaires (y compris des ONG, la société civile, des organisations du secteur privé, des institutions financières internationales et des banques régionales de développement) Nombre d'organisations partenaires fournissant des intrants et des services complémentaires	Les organismes gouvernementaux de contrepartie sont suffisamment stables et continuent de renforcer leur engagement en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence		
Effet direct 1.1 Aptitude des institutions nationales, des entités régionales et des organismes humanitaires à se préparer aux situations d'urgence, à les évaluer et à y faire face	Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention	L'Agence nationale de gestion des catastrophes alloue des fonds pour la conception, la construction et la gestion des six plateformes logistiques régionales.
Produit 1.1 Capacité de gestion des situations d'urgence mise en place et/ou soutenue	Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation Nombre de plateformes logistiques mises en place	L'Agence nationale de gestion des catastrophes alloue des fonds pour la conception, la construction et la gestion des six plateformes logistiques régionales.
Produit 1.2 Spécifique au projet Capacités humaines atténuant les risques de catastrophe et de choc développées	Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation	La formation à la gestion des catastrophes demeure une priorité des autorités nationales et locales.
Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels		
Effet direct 3.1 Renforcement de la capacité des pays, des communautés et des institutions en matière de réduction des risques	Indice de capacité nationale	L'appui fourni par les organismes gouvernementaux de contrepartie est maintenu ou renforcé.
Produit 3.1 Systèmes nationaux de suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire et de la nutrition renforcés	Nombre d'homologues gouvernementaux formés à la collecte et à l'analyse des données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle Nombre de rapports de suivi/surveillance sur la sécurité alimentaire et la nutrition établis avec l'aide du PAM	Les organismes gouvernementaux de contrepartie sont suffisamment stables et continuent de renforcer leur engagement en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim		
Effet direct 4.1 Renforcement des capacités et accroissement de la prise en charge des activités au profit de la lutte contre la dénutrition et de l'amélioration de l'accès à l'éducation aux niveaux régional, national et communautaire	Indice de capacité nationale: alimentation scolaire	Le mouvement SUN continue de promouvoir le concept des 1 000 premiers jours de la vie. Les Ministères de la santé et de l'éducation allouent des fonds pour relancer le programme national d'alimentation scolaire.
Produit 4.1 Conseils sur les politiques et appui technique fournis en vue d'améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de l'assistance alimentaire et des systèmes de nutrition et de sécurité alimentaire, y compris les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire	Nombre d'évaluations/d'opérations de collecte de données réalisées au niveau national prenant en compte la sécurité alimentaire et la nutrition grâce à l'appui du PAM Nombre d'activités d'appui technique concernant le suivi de la sécurité alimentaire et l'assistance alimentaire, par type	
Produit 4.2 Spécifique au projet Appui fourni aux filets de sécurité nationaux concernant la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éducation, les avoirs des communautés et la contribution globale au renforcement de la résilience	Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type	Le Ministère des affaires sociales alloue des fonds pour des programmes pilotes.
Produit 4.3 Conseils sur les politiques et appui technique fournis en vue d'améliorer la gestion de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'alimentation scolaire	Nombre d'agents publics formés par le PAM dans les domaines de la conception et de l'exécution de programmes nutritionnels et d'autres domaines en rapport avec la nutrition (techniques, stratégies, gestion), par sexe et type de formation Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type	
Produit 4.4 Dispositifs et cadres réglementaires nationaux mis en place en matière de nutrition, d'alimentation scolaire et de filets de sécurité	Nombre de politiques nationales concernant les filets de sécurité ayant une dimension nutritionnelle Nombre de programmes nationaux élaborés avec l'appui du PAM (nutrition, alimentation scolaire, filets de sécurité) Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type	Le Gouvernement reconnaît le grand savoir-faire du PAM.

ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
APD	aide publique au développement
ODD	objectif de développement durable
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
OMS	Organisation mondiale de la Santé